



RENDU EXECUTOIRE LE

12 MAI 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 09/05/2023

Reçu en préfecture le 09/05/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230509-23_A_ESE_0019-AR

S'LO

**Direction générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Enfance et de la Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance**

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0019
DU - 9 MAI 2023
PORTANT FIXATION DES PRIX DE JOURNEES
2023 DU SERVICE D'ACCUEIL POUR MINEURS
NON ACCOMPAGNES (SAMNA 86)
GERE PAR L'ADSEA**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L 313-1, L222-5, L223-2 et R 313-7 et suivants ;

VU l'arrêté n°2017-A-DGAS-DEF-ESE-0033 du 1^{er} juin 2017 portant autorisation de création du Service d'Accueil pour 70 Mineurs Non Accompagnés géré par l'Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte ;

VU l'arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-ESE-0051 du 28 juin 2023 portant extension de 10 places du SAMNA géré par l'ADSEA ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 adoptant le budget primitif 2023 du Département de la Vienne ;

VU les propositions budgétaires de l'ADSEA transmises le 28 octobre 2022 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Le prix de journée moyen applicable à l'accueil des jeunes placés dans le Service d'Accueil pour Mineurs Non Accompagnés (SAMNA 86) est fixé pour l'année 2023 à **64,29 €**.

Le prix de journée applicable est ainsi de :

- **61,02 € du 1^{er} Janvier au 30 avril 2023**
- **65.89 € à partir du 1^{er} mai 2023**

ARTICLE 2 : La tarification inclut les frais de vêtue, de transport et d'argent de poche de chaque jeune.

ARTICLE 3 Pour les jeunes ressortissants de la Vienne, l'imputation comptable au budget départemental est 65/4213/652412.

ARTICLE 4 : Le prix de journée opposable aux ressortissants de départements extérieurs à la Vienne pour l'année 2022 est fixé à 85 €.

ARTICLE 5 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental, dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale - espace RODESSE, 103 bis rue de Belleville - BP 952 - 33 063 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à partir de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 6 : le Directeur Général des Services du Département, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le Président de l'ADSEA et le Directeur Général de l'ADSEA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à POITIERS, le **- 9 MAI 2023**



**Le Président,
Alain PICHON**